



**HAL**  
open science

# ”Migrer pour l’enfant”. Le projet migratoire paradoxal des femmes de Chine du Nord qui laissent leur enfant adolescent au pays

Florence Lévy

► **To cite this version:**

Florence Lévy. ”Migrer pour l’enfant”. Le projet migratoire paradoxal des femmes de Chine du Nord qui laissent leur enfant adolescent au pays. *Hommes & migrations*, 2016, 1314, pp.77-83. 10.4000/hommesmigrations.3642 . hal-04408448

**HAL Id: hal-04408448**

**<https://hal.science/hal-04408448v1>**

Submitted on 22 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## « Migrer pour l'enfant »

Le projet migratoire paradoxal des femmes de Chine du Nord

Florence Lévy

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3642>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.3642](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3642)

ISSN : 2262-3353

### Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

### Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2016

Pagination : 77-83

ISBN : 978-2-919040-35-3

ISSN : 1142-852X

### Référence électronique

Florence Lévy, « « Migrer pour l'enfant » », *Hommes & migrations* [En ligne], 1314 | 2016, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3642> ; DOI : [10.4000/hommesmigrations.3642](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3642)

---

# "MIGRER POUR L'ENFANT"

## LE PROJET MIGRATOIRE PARADOXAL DES FEMMES DE CHINE DU NORD

par FLORENCE LÉVY, sociologue, chercheure associée au Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine, EHESS.

Parmi les migrants originaires du Nord de la Chine installés de manière temporaire à Paris, les femmes divorcées sont majoritaires. Parties seules, elles ont confié leur enfant unique à leurs proches. Justifier leur choix tout en échappant au stigmate de "mauvaise mère" les conduit à défendre leurs motivations migratoires. Elles mettent en avant certaines raisons considérées comme légitimes et en atténuent d'autres. Elles associent parentalité et migration et expliquent que leur départ leur permet de mieux remplir leur rôle de mère.



Depuis la fin des années 1990, un nouveau flux migratoire relie certaines villes de Chine du Nord à la région parisienne. Sa composition est très atypique et diffère fortement de celui de la Chine du Sud, connu sous le nom de Wenzhou, majoritaire à Paris. La plupart des migrants du Nord<sup>1</sup> sont des urbains appartenant à la petite classe moyenne. Ils sont venus seuls, sans connaître personne en Europe, alors qu'ils avaient une quarantaine d'années. La forte proportion de femmes parmi ces migrants est remarquable car elles constituent près de 70 % du flux<sup>2</sup>. Ces femmes ont quitté le pays juste après leur divorce et ont confié leur enfant unique aux soins de leurs propres parents ou de leurs sœurs.

Comment expliquer la migration de ces femmes qui laissent seul leur enfant unique pendant plusieurs années voire, de fait, parfois pendant plus d'une décennie. Cette question semble d'autant plus pertinente que ces migrantes affirment fréquemment être parties à l'étranger pour prendre soin de leur enfant adolescent. Elles présentent souvent leur migration comme un sacrifice consenti pour son bien-être. Or cette longue séparation n'est-elle pas au contraire source de souffrances pour l'enfant, comme d'ailleurs pour sa mère ? Comment dès lors comprendre ce type d'explication ? Cet article se propose d'analyser les liens complexes entre migration, parentalité et statut social qui se jouent à cheval sur deux espaces, la France et la Chine.

1. Le plus grand nombre provient des provinces du Liaoning, Shandong, Hebei, et de la municipalité de Tianjin.

2. Yun Gao, Véronique Poisson, "Nouvelles formes d'esclavage parmi les Chinois récemment arrivés en France", in *Hommes & Migrations*, n° 1254, 2005, pp. 29-44.



## En Chine, des vies enviables mais menacées

Les récits de vie<sup>3</sup> recueillis auprès de ces migrantes indiquent que la plupart d'entre elles jouissaient en Chine d'un niveau de vie confortable. Certaines étaient des ouvrières qualifiées mais la majorité travaillaient dans les professions intermédiaires en tant que comptables, techniciennes, infirmières, commerciales ou chefs d'équipe. D'autres étaient cadres, voire personnel de direction et, enfin, une minorité avaient quitté le secteur étatique pour créer, souvent avec leur époux, de petites entreprises privées. En tant qu'employées des entreprises d'État, ces femmes ont bénéficié d'avantages sociaux<sup>4</sup> qui ont marqué leur parcours de vie. Beaucoup d'entre elles ont suivi des études secondaires ou universitaires, à une époque où les études étaient peu accessibles. Elles ont été embauchées pendant près de vingt ans dans le secteur étatique, extrêmement valorisé. Quoique peu rémunérés, leurs emplois étaient en principe stables et s'accompagnaient

Ce climat d'insécurité professionnelle et sociale est à prendre en compte pour comprendre pourquoi ces personnes jusque-là favorisées se sont tournées vers la migration internationale à destination de l'Europe, une option nouvelle au tournant du siècle.

de distribution de biens matériels, de l'accès quasi gratuit aux soins de santé, à l'éducation de leur enfant et de la garantie d'une retraite. Ils leur ont également permis d'acheter leur logement à des prix préférentiels<sup>5</sup>. Ces avantages les ont placées dans une catégorie socio-économique moyenne. Or ce niveau de vie a été remis en cause par le changement de régime économique. Les régions urbaines

du Nord, où les entreprises d'État formaient l'essentiel du tissu industriel, ont vu apparaître un chômage de masse<sup>6</sup> et une pauvreté urbaine résiduelle<sup>7</sup> à la fin des années 1990. Pourtant, la plupart des femmes rencontrées à Paris avaient conservé leur poste dans une entreprise d'État mais craignaient pour leur avenir professionnel. Celles qui avaient été mises à pied avaient retrouvé un autre emploi, souvent moins bien payé, ou avaient créé leur propre entreprise dans le secteur privé.

Ce climat d'insécurité professionnelle et sociale est à prendre en compte pour comprendre pourquoi ces personnes jusque-là favorisées se sont tournées vers la migration internationale à destination de l'Europe, une option nouvelle au tournant du siècle. "Je suis partie à l'étranger pour gagner de l'argent pendant deux ou trois années, avant de revenir à la maison", explique Mme Tan. Son commerce de céréales était alors touché par la crise économique et elle s'est sentie menacée dans son confort de vie. Ce type de projet migratoire, formulé en des termes simples, se retrouve dans un grand nombre de récits recueillis à Paris. Ces femmes ont donc considéré l'expatriation comme une solution temporaire pour résoudre différentes difficultés auxquelles elles étaient confrontées en Chine et, en tout premier lieu, pour leur donner les moyens d'assumer leur rôle parental.



## En France, des choix professionnels restreints

Une fois en France, titulaires d'un visa touristique de court séjour, ces personnes deviennent rapidement des migrantes en situation irrégulière. Pour la plupart d'entre elles, c'est la première fois de

3. Cet article est issu de ma thèse de doctorat qui s'appuie sur un long travail ethnographique réalisé auprès de ces migrants de 2004 à 2014. J'y ai combiné des observations participantes et des entretiens qualitatifs de type récits de vie auprès de 82 migrants, dont 60 femmes et 22 hommes, arrivés en France entre 1998 et 2005. 17 migrants ont été suivis et interviewés à intervalles réguliers pendant une période allant de trois à neuf ans. Voir Florence Lévy, "Entre contraintes et interstices, l'évolution des projets migratoires dans l'espace transnational. Une ethnographie des migrants de Chine du Nord à Paris", thèse de doctorat de sociologie, Paris, EHESS, et université de Neuchâtel, 2015. 4. Marie-Ange Maurice, "Cinquante ans de protection sociale en Chine : acquis et réformes (1949-1997)", in *Revue française des affaires sociales*, n° 2, 2001, pp. 147-169.

5. Deborah Davis, Hanlong Lu, "Property in transition : conflicts over ownership in post-socialist Shanghai", in *Archives européennes de sociologie*, vol. XLIV, n° 1, 2003, pp. 77-99. 6. De 1993 à 2003, on estime que 40 à 60 millions d'urbains ont été mis à pied de ces entreprises. Voir Jean-Louis Rocca, *La Condition chinoise. La mise au travail capitaliste à l'âge des réformes (1978-2004)*, Paris, Karthala, 2006, p. 112.

leur vie qu'elles sont confrontées à l'illégalité. En tant que sans-papiers, elles ne sont pas autorisées à chercher un travail légal et doivent se tourner vers le marché du travail informel. Leur très faible niveau linguistique en français, comme l'absence de contacts pouvant les recommander auprès d'un employeur local, limitent leurs débouchés professionnels aux emplois proposés par les entrepreneurs et les familles de Chine du Sud installés depuis plus longtemps en région parisienne. Ces emplois sont peu diversifiés et la plupart des femmes du Nord sont embauchées comme nourrices à demeure par des familles de Chinois du Sud. Or ce travail représente un déclassement professionnel important pour ces personnes diplômées du secondaire ou de l'université. Elles se plaignent moins des très mauvaises conditions de travail, qui peuvent s'apparenter à des formes d'exploitation par le travail<sup>8</sup>, que du sentiment d'être intentionnellement humiliées par leurs employeurs. Le fait d'être au service de patrons de Chine du Sud, ruraux, moins éduqués et qui parlent mal le mandarin semble être vécu comme une épreuve par la plupart des personnes rencontrées. Ainsi, la migration en France s'accompagne pour ces femmes du nord de la Chine d'un renversement des hiérarchies sociales.

Les tensions avec leurs employeurs du Sud conduisent souvent ces migrantes à démissionner. Mais les débouchés sur ce marché de l'emploi ethnique sont relativement étroits et la plupart sont rapidement contraintes de postuler à nouveau pour le même type de poste auprès de familles chinoises. Confrontées à ces difficultés, certaines femmes ont choisi de s'éloigner de ces ressources proposées par les réseaux chinois de Paris. Elles tentent de se créer de nouveaux débouchés, non explorés par leurs prédécesseurs de Chine du Sud, en se tournant vers des employeurs ou des clients

français. Elles se lancent alors en indépendantes vers le service domestique, les soins de beauté ou la prostitution de rue, choix considéré comme particulièrement stigmatisant<sup>9</sup>. Bien qu'elles soient confrontées en France à d'importantes difficultés professionnelles, économiques et sociales, peu de femmes choisissent de rentrer en Chine.

## Partir à l'étranger pour prendre en charge les besoins de l'enfant

Afin de comprendre pourquoi ces migrantes préférèrent rester en France malgré ces expériences de déclassement, il est important de revenir sur les buts qu'elles poursuivaient en partant à l'étranger. La plupart mettent en avant les besoins économiques de leur enfant unique, comme Mme Yu, qui travaille à Paris dans la prostitution : *"Si je n'étais pas partie pour gagner de l'argent, je n'aurais pas pu envoyer ma fille à l'université. Pour moi, c'est le problème le plus important et je l'ai résolu. C'est ma plus grande réussite ! Pour ses frais de scolarité, de dortoir, les autres charges et ses frais de vie, il faut compter en moyenne 20 000 yuans par an."* Or cette somme représente près de quatre fois le salaire de cette ouvrière non qualifiée, mise à pied en 1998. Même si la plupart des migrantes gagnaient plus que cette femme, qui fait partie des plus pauvres de notre échantillon, le coût des études universitaires de leur enfant a représenté pour chacune un investissement non négligeable.

En effet, depuis les années 1990, l'État chinois s'est en partie désengagé du système éducatif, désormais privatisé et souvent géré selon une

Dans la majorité des cas, le départ suit rapidement le divorce. La rupture de leur couple semble avoir été vécue comme un tournant dans leur vie.

7. Antoine Kernen, Jean-Louis Rocca, "La réforme des entreprises publiques en Chine et sa gestion sociale. Le cas de Shenyang et du Liaoning", in *Les Études du Ceri*, n° 37, 1998, pp. 1-37 ; Antoine Kernen, Jean-Louis Rocca, "Traitement social du chômage et nouvelle pauvreté urbaine. Le cas de Shenyang et du Liaoning", in *Perspectives chinoises*, n° 56, 1999, pp. 35-51 ; Jean-Louis Rocca, *La Condition chinoise*, op. cit. 8. Yun Gao, Florence Lévy, Véronique Poisson, "De la migration au travail. L'exploitation extrême des Chinois-es à Paris", in *Travail, genre et sociétés*, n° 6, 2006, pp. 53-76. 9. Marylène Lieber, Florence Lévy, "Le faire sans 'en être', le dilemme identitaire des prostituées chinoises à Paris", in Marylène Lieber, Janine Dahinden, Ellen Hertz (éd.), *Cachez ce travail que je ne saurais voir. Ethnographies du travail du sexe*, Lausanne, Antipodes, 2009, pp. 61-81 ; Gail Pheterson, *Le Prisme de la prostitution*, Paris, L'Harmattan, 2001.

logique marchande<sup>10</sup>. Depuis 1996, les études supérieures sont payantes et leur coût n'a cessé d'augmenter. Au début des années 2000, elles représentaient déjà "62 % du budget mensuel moyen d'un ménage chinois"<sup>11</sup>. Or les parents urbains ren-

Bien qu'elles soient confrontées en France à d'importantes difficultés professionnelles, économiques et sociales, peu de femmes choisissent de rentrer en Chine.

contrés à Paris, qui ont eu accès à l'éducation durant leur jeunesse, n'envisagent pas de priver leur enfant d'études universitaires pour des raisons économiques. Ce choix est d'autant moins négociable que réussite scolaire et réussite professionnelle sont de plus en plus liées<sup>12</sup> : posséder des diplômes universitaires, en particulier d'institutions de renom, est désormais un élément déterminant pour trouver un bon emploi. Cela est d'ailleurs accentué par l'augmentation de la concurrence sur le marché du travail et du chômage des jeunes, y compris des jeunes diplômés<sup>13</sup>. Cette situation se concrétise par une pression économique importante pour les parents. Elle apparaît particulièrement délicate à gérer pour les familles monoparentales qui ne peuvent compter que sur un seul revenu. Or pression économique et pression sociale se confortent et les femmes migrantes rencontrées à Paris soulignent qu'"en Chine, ce n'est pas comme France, les parents se sacrifient pour leurs enfants".

Ainsi, la migration des femmes rencontrées à Paris a pour but de gagner de l'argent qui sera envoyé au pays et principalement consacré au financement des frais de scolarité de leur enfant. Elles accompagnent, à leur manière, la modification de la définition du rôle parental qui se produit à cette époque en Chine urbaine, puisque la prise en charge économique de l'enfant est de plus en plus

présentée comme primant sur un accompagnement au quotidien<sup>14</sup>. Ces femmes estiment donc pouvoir mieux remplir leur rôle de mère en s'expatriant. Loin d'abandonner leur fils ou leur fille en Chine pendant de nombreuses années, leur départ pour l'étranger est présenté comme un geste altruiste destiné à assurer l'avenir de leur descendant, au prix d'un sacrifice personnel important pour elles-mêmes.

Dans une certaine mesure, ce type de motivation correspond à ce que la société française comme celle de la Chine du Nord attendent de la part de ces femmes. Ces migrantes sont des femmes et des mères et il paraît naturel de mettre l'accent sur leur rôle maternel, alors que ce type d'explication n'est que rarement attendu de la part des hommes migrants. Les chercheurs ont d'ailleurs beaucoup étudié ce phénomène de maternité transnationale. À travers l'analyse des parcours des femmes philippines et d'Amérique latine embauchées comme nourrices en Italie ou aux États-Unis et de leurs enfants restés dans le pays d'origine, Rachel Pareñas<sup>15</sup>, Pierrette Hondagneu-Sotelo et Ernestine Avila<sup>16</sup> ont mis en avant la peine qu'éprouvent les enfants et les mères séparés géographiquement pendant une longue période. Elles ont également souligné le travail émotionnel que ces mères accomplissent à distance afin d'entretenir un sentiment de proximité affective et de maintenir l'unité familiale. Se sentant souvent coupables de ne plus correspondre au modèle dominant et valorisé d'une mère prenant soin au quotidien de sa progéniture, ces femmes compensent leur absence par l'envoi de cadeaux ou d'argent. Elles participent ainsi à la "commodification", à la marchandisation de l'amour et, plus globalement, à la transformation du modèle dominant de maternité. Loin d'être

10. Marianne Bastid-Bruguière, "Les offres de formation du système scolaire chinois", in *Perspectives chinoises*, n° 65, 2001, pp. 17-27. 11. Nanping Yu, "Les jeunes diplômés chinois en butte au chômage", in *Perspectives chinoises*, n° 80, 2003. 12. Gladys Chicharro-Saito, *Le Fardeau des petits empereurs. Une génération d'enfants uniques en Chine*, Nanterre, Société d'ethnologie, 2010. 13. Nanping Yu, "Les jeunes diplômés chinois en butte au chômage", *op. cit.* 14. Deborah Davis, Julia Sensenbrenner, "Commercializing childhood: parental purchases for Shanghai's only child", in Deborah Davis (dir.), *The Consumer Revolution in Urban China*, Berkeley, University of California Press, 2000, pp. 54-79. 15. Rhacel Salazar Parreñas, "Mothering from a distance: emotions, gender, and intergenerational relations in filipino transnational families", in *Feminist Studies*, vol. 27, n° 2, 2001, pp. 361-390; Rhacel Salazar Parreñas, "Long distance intimacy: class, gender and intergenerational relations between mothers and children in Filipino transnational families", in *Global Networks*, vol. 5, n° 4, 2005, pp. 317-336. 16. Pierrette Hondagneu-Sotelo, Ernestine Avila "I'm here, but I'm there": the meanings of Latina transnational motherhood", in *Gender and Society*, vol. 11, n° 5, 1997, pp. 548-571.

de “mauvaises mères”, les migrantes de Chine du Nord affirment partir pour le bien de leur enfant, entendu principalement en termes matériels et économiques. Elles se positionnent donc avant tout dans un rôle maternel, socialement reconnu et très valorisé. Ce faisant, cette présentation a également pour effet de passer sous silence les attentes plus personnelles de ces femmes dans leur migration. Il semble, en effet, qu’elles n’aient aucune autre motivation pour partir à l’étranger.



### Tensions entre rôle maternel et attentes personnelles

Pendant, la longue fréquentation de ces femmes migrantes à Paris et la succession des entretiens suggèrent que d’autres types de préoccupations participent à leurs motivations migratoires. Si Mme Chu, comptable, dit être partie pour quelques années afin de pouvoir prendre en charge les besoins de son fils, il apparaît au cours des rencontres que c’est également pour changer d’environnement, alors qu’elle se sentait en échec après son divorce. Elle souhaite aussi prouver ses capacités à ses proches, en revenant auréolée d’un succès économique. À son arrivée à Paris en 2003, son objectif est de gagner de l’argent et elle se fait embaucher comme nourrice. Mais, rapidement, elle démissionne, expliquant *“ne pas supporter ce type d’emploi. J’éprouve un sentiment d’humiliation à faire un travail si bas”*. Après une période d’incertitude où elle travaille peu, elle se laisse convaincre de la nécessité d’obtenir une régularisation de son statut de séjour par un mariage avec un homme français. *“Ça va mieux, je m’adapte. Je ne veux plus rentrer. Je ne veux plus partir. Je n’ai pas gagné assez d’argent, si je rentre [en Chine], je n’aurai plus de place. C’était une erreur de venir ici.”* De 2005 à 2008, elle fréquente successivement plusieurs partenaires, ce qui l’oblige à refuser les emplois à demeure car ils ne permettent pas de disposer de temps personnel pour nouer des relations intimes. Ce faisant, ses revenus baissent

et elle n’est plus en mesure d’envoyer de l’argent à son fils. Or, laissé à la charge de sa sœur qui s’en occupe peu, celui-ci finit par abandonner les études : *“Il a fait le lycée, ça équivaut au primaire.”* Il n’est donc plus envisagé de lui payer des études universitaires onéreuses ni de le faire venir en France pour qu’il y suive un cursus international. Ce changement de projet ne la conduit pourtant pas à décider de rentrer en Chine. *“Rentrer comme ça sans aucun succès, sans argent, sans papiers, c’est trop honteux !”* La famille élargie décide alors que l’enfant passera son permis de conduire et il est entendu que Mme Chu lui enverra de l’argent pour acheter un minibus afin qu’il devienne chauffeur indépendant. En 2009, une fois mariée avec un Français, elle se dit impatiente de pouvoir obtenir une régularisation de son séjour et surtout d’avoir accès à la mobilité internationale. *“La première chose que je vais faire, c’est partir en Chine. La seule chose importante, c’est voir ma mère [âgée et malade]. Je dois aussi régler les affaires pour mon fils.”* Celui-ci a une petite amie et Mme Chu envisage à présent de le marier. Cela représente une nouvelle échéance onéreuse car le mariage est de plus en plus souvent précédé par l’achat d’un appartement neuf par la famille du fiancé. Ce nouvel objectif conforte sa décision de continuer à vivre et à gagner de l’argent en France et à ne retourner en Chine que quelques semaines par an pendant ses vacances. Plus tard, elle explique prévoir de rentrer s’y installer, quand son époux français sera à la retraite ou quand elle devra s’occuper de ses petits-enfants. La naissance d’un bébé en 2011 ne change rien ; en 2013, dix ans après son départ, elle notait d’ailleurs que les parents de sa belle-fille s’occupaient fort bien de cet enfant.

Le suivi de ces femmes sur une longue période permet de souligner la fréquente redéfinition de leur projet migratoire et de la hiérarchisation des

Leurs choix font ressortir la tension entre des buts liés à leur rôle parental et des objectifs plus personnels, en lien avec leurs attentes professionnelles, familiales de prestige social ou s’exprimant en terme de préférences individuelles.

attentes. Si ces reformulations sont souvent liées aux besoins actualisés de leur enfant, elles prennent également en compte leurs propres attentes dans la migration, bien que celles-ci soient minorées dans les témoignages. Leurs choix font ressortir la tension entre des buts liés à leur rôle parental et des objectifs plus personnels, en lien avec leurs attentes professionnelles, familiales, de prestige social ou s'exprimant en terme de préférences individuelles. Il paraît alors important de questionner les logiques mises en avant dans ces justifications migratoires et d'analyser la place tenue par les préoccupations familiales dans ces récits. Pourquoi ces femmes mettent-elles seulement en avant les besoins de leurs enfants et ne mentionnent-elles jamais leurs propres attentes dans la migration ?



### La migration pour dépasser le statut de mère divorcée ?

Pour comprendre le choix du départ, il n'est pas inutile de le replacer dans le parcours de vie plus long de ces femmes. Il apparaît que leur décision de quitter le pays est fortement liée à celle de divorcer. Dans la majorité des cas, le départ suit rapidement le divorce. La rupture de leur couple semble avoir été vécue comme un tournant dans leur vie<sup>17</sup>. Elles expliquent que leur choix de s'expatrier est une conséquence de leur divorce qui a dégradé leur image sociale. Pour Mme Yu, ouvrière à Fushun vivant de la prostitution occasionnelle à Paris, *“en Chine, si tu n'es pas mariée et que tu as un enfant, les gens vont mourir de rire, ne pas te respecter. Tu n'es pas quelqu'un de sérieux... C'est très mauvais”*.

Pour Mme Li, haut cadre d'une entreprise d'État à Shenyang et femme de ménage à Paris, qui a caché son divorce, y compris à ses parents et à son fils : *“Le divorce représente la fin de l'estime qu'on te porte. Car divorcer, aux yeux des Chinois, c'est quelque chose*

*de très humiliant. Peu importe si la famille a un problème, pour l'extérieur tout va bien. [S'ils le savaient,] les gens montreraient du doigt mes parents. Ils riraient de la famille. Moi, dans ma profession, ce n'est pas permis de faire ça. Pour ma carrière, je dois vivre dans l'hypocrisie. Mon cercle de vie est très étroit. Si autant de gens me critiquaient, alors je me noierais. Dans les yeux des gens, je ne pourrais jamais plus relever la tête.”* Pour cette génération de femmes, le divorce représente un déshonneur<sup>18</sup> qui s'étend au-delà du couple et de la sphère privée ; elles estiment que ce stigmate<sup>19</sup> affectera les autres membres de la famille et aura également un impact sur leur carrière professionnelle et leur statut social. Le paradoxe est que la plupart de ces femmes n'ont pas subi de manière passive ce divorce. Au contraire, dans la grande majorité des cas, ce sont elles qui ont pris l'initiative. Cette décision semble avoir remis en cause la norme de la famille, jusque-là présentée comme un espace d'unité et de solidarité où l'intérêt du groupe prime sur celui de chacun des membres<sup>20</sup>. Il n'est donc pas anodin de constater qu'une fois en France, elles paraissent très préoccupées par l'opinion d'autrui sur leur situation familiale. Présenter leur départ comme un moyen de prendre soin de leur enfant est également un moyen de se réinscrire dans les normes de la famille et d'affirmer leur volonté de remplir pleinement leur rôle parental.

Les témoignages insistent aussi sur le rétrécissement du champ des possibles en Chine pour les femmes divorcées. La plupart des femmes interviewées ont été confrontées à des problèmes économiques et leur niveau de vie a décliné très rapidement après leur divorce. Certaines ont perdu leur logement, d'autres leur emploi. *“À l'époque, je me suis retrouvée sans rien ! Je n'avais plus rien du tout ! Je n'aurais jamais pensé que finalement je me retrouverais sans rien !”* se souvient Mme Zhang, qui a dû fermer l'usine de confection qu'elle diri-

17. Andrew Abbott, “À propos du concept de Turning Point”, in Marc Bessin, Claire Bidart, Michel Grossetti (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2009, pp. 187-211 ; Marc Bessin, Claire Bidart, Michel Grossetti, *Bifurcations. Les Sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, Paris, La Découverte, 2009. 18. Anqi Xu, Jiehai Zhang, Yan Xia, “Impacts of parent's divorce on chinese children”, in *Marriage & Family Review*, vol. 42, n° 3, 2007, pp. 91-119.

19. Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1986. 20. Anqi Xu et al., “Chinese family strengths and resiliency”, in *Marriage & Family Review*, vol. 41, n° 1-2, 2007, pp. 143-164.

geait avec son époux et se faire réembaucher comme simple ouvrière dans son ancienne entreprise d'État. Une fois séparées, ces femmes doivent faire face avec leur seul salaire aux besoins économiques de leur enfant dont elles ont conservé la charge. Elles doivent donc trouver rapidement de nouveaux revenus pour compenser la perte du salaire de leur ancien conjoint<sup>21</sup> et la migration apparaît comme une opportunité intéressante.

Enfin, les femmes interviewées estiment avoir eu peu de chances de s'extraire de cette catégorie dévalorisée de femmes quadragénaires seules et de retrouver un statut "normal" car elles considèrent les possibilités de se remarier en Chine avec un homme correspondant à leurs attentes comme très faibles. Selon Mme Yang, "*personne ne veut des plus de 40 ans. Les hommes de notre âge cherchent des femmes de vingt ans plus jeunes qu'eux. À notre âge, on doit se marier avec des hommes de plus de 60 ans et je n'en avais pas envie*". À l'inverse, les hommes semblent ne pas être confrontés aux mêmes difficultés et un certain nombre des ex-époux des migrantes rencontrées à Paris ont rapidement refondé une famille. Il semble que le divorce ait contribué à marginaliser<sup>22</sup> ces femmes : en tant que divorcées et mères seules, elles ne correspondaient plus aux normes de genre dominantes dans leur groupe social. Cette situation a représenté un handicap supplémentaire amplifiant les difficultés professionnelles et économiques auxquelles elles étaient déjà confrontées avant leur divorce et a sans doute favorisé leur décision de s'expatrier.

## Conclusion

Ces différentes dimensions dans les motivations migratoires permettent de comprendre le lien entre la migration, le divorce et la mise en avant du souci de l'enfant dans les projets migratoires énoncés. Pour ces femmes, la migration a représenté une

possibilité de fuir des mariages insatisfaisants tout en échappant à la stigmatisation sociale associée aux femmes divorcées<sup>23</sup>. Elle a également été perçue comme un moyen de refuser le déclassement économique et social suivant la rupture de leur couple. Mais ces motivations ne sont guère valorisantes et ne peuvent pas être mises en avant dans les récits donnés à autrui, à l'inverse de la volonté d'assurer financièrement le bien-être matériel et l'avenir de leur enfant. D'ailleurs, cet objectif a des conséquences sur les deux premiers, car, en renvoyant l'argent gagné à l'étranger à leur enfant, elles peuvent endosser le rôle social de "bonne mère" et, à travers ce rôle, réintégrer une figure valorisée socialement en Chine comme en France.

La prise en compte des multiples significations accordées à la migration permet de mieux comprendre le travail de présentation stratégique réalisé par les migrantes. En choisissant de ne présenter qu'une seule dimension de leurs motivations, sans mentionner leurs attentes personnelles dans la mobilité géographique, ces femmes sélectionnent des éléments qui leur sont favorables. L'argument de la maternité tient ainsi un rôle clef permettant de justifier leur départ à l'étranger et de légitimer leur absence pendant plusieurs années, tout en le présentant comme un acte altruiste et dénué de motivations personnelles, considérées comme moins légitimes. Ce faisant, mes interviewées se perçoivent comme "de bonnes personnes", ce qui signifie à leurs yeux "de bonnes mères" et qui, par extension, désigne le fait de se montrer responsables pour leur famille.

En se réinscrivant dans ces normes sociales, elles participent également à leur réaffirmation. Il convient dès lors d'interroger le faible nombre des rôles sociaux considérés comme légitimes pour les femmes – migrantes ou non – dès lors qu'elles ont des enfants et l'hégémonie de la maternité sur la définition de soi par ces femmes de Chine du Nord. ■

21. Cette situation souligne l'importance d'un double revenu familial dans le maintien d'un niveau de vie de classe moyenne en Chine urbaine. 22. Howard Becker, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985. 23. Chau-Kiu Cheung, Elaine Suk-ching Liu, "Impacts of social pressure and social support on distress among single parents in China", in *Journal of Divorce & Remarriage*, vol. 26, n° 3-4, 1997, pp. 65-82 ; Anqi Xu, Jiehai Zhang, Yan Xia, "Impacts of parent's divorce on chinese children", *op. cit.*